



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Trentième réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE)

3 mars 2014, Rabat, Maroc

Allocution de Madame Karima Bounemra Ben Soltane

Directrice, Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA

Monsieur Driss El Azami El Idrissi, ministre délégué en charge du budget du Royaume du Maroc

Monsieur le Président du bureau sortant du CIE

Monsieur le représentant du Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs

Honorables délégués des Etats membres

Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations Internationales et Régionales

Chers collègues du Système des Nations Unies

Mesdames et Messieurs,

J'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue à Rabat, à l'occasion de la 30ème réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) au nom du Bureau Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Mes collaborateurs et moi-même vous remercions de votre présence et de l'intérêt que vous portez à l'action de la CEA en support du développement de notre Continent.

Le contexte dans lequel se tient notre rencontre est très particulier : s'y mêlent à la fois des raisons d'espérer et beaucoup d'incertitudes. Raisons d'espérer voir l'aboutissement des processus de transition politique engagés depuis quatre ans dans certains de nos pays membres; incertitudes liées à la persistance de risques sécuritaires élevés dans une grande partie de l'espace régional, la forte baisse des cours du pétrole et autres produits de base dont plusieurs de nos pays sont exportateurs, et la faible croissance des économies de la zone Euro –principal partenaire commercial de l'Afrique du Nord.

Tous ces facteurs interagissent entre eux et se conjuguent. Ils continuent d'affecter, à des degrés divers, les performances économiques et sociales de la région, plus particulièrement sa croissance, ses exportations, ses investissements directs étrangers, son industrie du tourisme et sa capacité à créer et à maintenir des emplois stables.

Sur le plan mondial, l'année 2014 s'est caractérisée par une amplification des tensions politico-militaires dans plusieurs régions, notamment en Europe de l'Est et au Moyen-Orient, et un environnement économique peu favorable, du fait de la poursuite des politiques de rigueur budgétaire dans plusieurs pays développés ainsi que du ralentissement de la croissance dans les grands pays émergents. Ces incertitudes géopolitiques et la morosité de la demande agrégée mondiale observée depuis quelques années ont fini par générer un contrechoc pétrolier et un important ajustement à la baisse des cours des autres produits primaires, affectant fortement le commerce mondial et les perspectives d'une reprise soutenue de la croissance.

En dépit de ce contexte international défavorable, l'Afrique a enregistré une croissance de son PIB en baisse par rapport à 2013, mais qui a atteint de 3,3%, tirée principalement par les performances de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique de l'Ouest (malgré l'épidémie Ebola dont les effets sont restés marginaux).

Le Continent dans son ensemble confirme de plus en plus sa capacité de résilience aux chocs externes, grâce à une demande intérieure soutenue par la consommation des ménages et une classe moyenne en pleine expansion, le développement des échanges commerciaux et des investissements avec les économies émergentes et l'accroissement des dépenses publiques dans les infrastructures.

Pour l'Afrique du Nord, l'année 2014 ne s'est pas inscrite dans cette tendance positive : son PIB s'est contracté pour la deuxième année consécutive à 1,5% contre 1,8 % en 2013 et le pic de 6,6% en 2012.

Les effets de l'environnement politique et sécuritaire régional, la faiblesse de la demande de la zone Euro et la baisse des prix du pétrole observée durant le second semestre 2014 ont fortement pesé sur la croissance des économies nord-africaines. Le déficit consolidé des comptes courants a atteint un niveau record de plus de 37,7 milliards de dollars, tous les pays de la région ayant enregistré des soldes négatifs de leurs échanges avec le reste du monde.

L'offre régionale reste structurellement dominée par les produits primaires. De ce fait, la baisse concomitante des cours des hydrocarbures bruts, du fer, du phosphate et de l'or observée au cours de l'année sous revue a affaibli davantage la position extérieure de la plupart de nos pays et leurs capacités à financer leurs programmes de développement.

L'inversion de tendance observée pour la facture énergétique des pays importateurs nets d'hydrocarbures comme pour celle des importations de produits alimentaires et la relative bonne tenue du secteur manufacturier et du commerce des services n'ont pas modifié de manière substantielle les fondamentaux de l'offre et de la demande régionales qui restent encore largement tributaires du commerce des produits de base. Il faut cependant noter que les tensions politiques observées depuis 2011 et les pressions sécuritaires s'avèrent être le principal facteur d'aggravation des contre-performances de la région.

Au plan social, l'Afrique du Nord est l'une des régions du monde qui a enregistré les meilleures performances vers l'atteinte de la plupart des OMD. Nos pays ont investi massivement dans le développement du capital humain. Les résultats sont tangibles en termes de réduction de la pauvreté, d'augmentation des taux de scolarisation, de baisse de la mortalité maternelle et infantile, ou encore d'accès du plus grand nombre à l'eau potable, à l'énergie et à l'assainissement.

L'impact des progrès réalisés reste néanmoins amoindri par la persistance de fortes disparités entre hommes et femmes, entre pays et entre régions d'un même pays, un taux de participation de la population active au marché de l'emploi encore faible –de l'ordre de 43,1% contre une moyenne mondiale de 54,8%, et un chômage structurellement élevé chez les jeunes et les femmes. Ce déficit structurel en matière d'emploi, qui alimente à des degrés divers les inégalités sociales et la montée des extrémismes, traduit notamment une insuffisante adéquation entre nos systèmes éducatifs et les besoins du marché du travail.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Les constats ainsi faits reposent avec acuité l'urgence d'un retour à une stabilité politique et institutionnelle dans toute la région, la nécessité de poursuivre les réformes de nos modèles de développement et le défi d'une industrialisation plus poussée.

Tout cela doit permettre à la fois de (i) renforcer l'offre extérieure en produits à plus forte valeur ajoutée, (ii) de réduire la vulnérabilité de nos pays à des facteurs exogènes, et

notamment à la volatilité des cours des produits de base, et (iii) de mieux répondre à une demande intérieure en biens d'équipement et biens de consommation courante croissante.

Une telle transformation passe notamment par une réelle intégration de nos économies et la promotion de chaînes de valeurs régionales, à même de favoriser l'émergence de nouveaux pôles de croissance, dans des secteurs industriels et des produits stratégiques, générateurs de richesse et de nouvelles opportunités d'emploi. Une session sera du reste consacrée à cette thématique dans le cadre du présent CIE. Elle permettra aux experts d'échanger sur la corrélation entre 'Commerce et industrialisation', telle que déclinée dans le rapport économique sur l'Afrique (ERA 2015) et sur les résultats des réflexions initiées en 2014 par notre Bureau sur le développement de chaînes de valeur régionales et la facilitation du transport et du commerce en Afrique du Nord.

Les enjeux d'une industrialisation comme vecteur d'une transformation structurelle des économies nord-africaines seront par ailleurs analysés dans le cadre d'une réunion d'experts organisée en même temps que le CIE, sur la thématique « **Stratégie pour une économie verte inclusive** ». Il s'agira à la fois de faire le point sur les visions et politiques nationales en la matière et d'analyser les passerelles et relations devant exister entre une industrie performante et l'objectif de développement d'une économie verte inclusive. Je salue à cet égard la présence parmi nous des représentants du secteur privé.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Cette 30^{ème} session du CIE se tient à un moment capital pour le devenir de nos pays, de l'Afrique et du Monde car nous sommes en 2015. 2015 sera l'année des rendez-vous importants, pour les grandes décisions qui vont structurer notre 'vision partagée d'un monde meilleur pour tous'.

L'année marquera en effet la conclusion de l'agenda des OMD, convenus lors du Sommet du Millénaire de septembre 2000, et l'adoption de nouveaux objectifs de long-terme, ambitieux, pour améliorer la vie des populations et protéger la planète, maintenant et pour les générations futures, sous la forme d'un programme de développement Post-2015, basé – en ce qui nous concerne - sur des Objectifs Africains de Développement.

Le financement de ce nouveau programme sera au centre de l'agenda de la 3^{ème} Conférence sur le Financement du Développement qui se tiendra en juillet 2015 en Afrique, à Addis Abeba, au siège de notre Commission la CEA. Elle sera pour les dirigeants du monde entier l'occasion d'évaluer les progrès enregistrés et les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre du Consensus de Monterrey et de la Déclaration de Doha, d'analyser les nouveaux défis et d'examiner les voies et moyens de mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation des objectifs du Programme Post-2015. Cette question sera le thème de la prochaine Conférence des Ministres de la CEA. Elle fera l'objet d'une session spéciale de notre CIE, pour vous permettre d'échanger sur la problématique du financement de l'Agenda 2063 pour le développement de l'Afrique et du Programme Post-2015 dans son ensemble.

2015 sera aussi l'année de la 21^{ème} Conférence des Parties sur le Climat ou CoP 21, qui ambitionne la conclusion d'un accord contraignant pour la sauvegarde des équilibres écologiques planétaires, avec des engagements chiffrés de tous les pays, en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

En dépit des ordres de priorité à court terme liés à la gestion des mutations politiques intervenues depuis 2011 et des risques sécuritaires, tous les pays d'Afrique du Nord

devront rester fortement engagés dans les processus en cours, aux niveaux africain et mondial, à la fois pour être acteurs à part entière dans la formulation des réponses aux défis planétaires et pour une prise en compte effective de leurs spécificités et de leurs priorités de développement dans l'agenda international.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Le retour progressif à la stabilité dans les pays de la région qui étaient en transition et la reprise perceptible de l'économie mondiale devraient avoir à court terme un impact positif sur nos principaux indicateurs de développement économique et social. La même reprise semble s'amorcer et augure d'une année 2015 meilleure pour l'Afrique du Nord.

Nos pays resteront cependant confrontés à la nécessité d'approfondir les réformes engagées, pour réduire leur vulnérabilité aux chocs extérieurs et pour un élargissement de la base productive de leurs économies. Ces réformes devront permettre aussi à la région de mieux saisir les nouvelles opportunités de croissance que sont notamment l'économie verte ou encore le projet de Zone de Libre Echange Continentale, dont les négociations devraient être entamées en juillet 2015.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Pendant les quatre prochains jours, nous vous inviterons aussi à examiner les rapports élaborés par le Bureau sur des sujets récurrents, dont la situation socio-économique de la région, les progrès enregistrés dans la mise en œuvre des autres agendas régionaux et internationaux, les initiatives en cours pour la relance et l'accélération de l'intégration en Afrique du Nord, le rapport d'activités 2014 du Bureau et son projet de programme pour la période 2016-2017.

Toutes les questions débattues dans le cadre de cette réunion et les résultats de vos délibérations seront consignés dans un rapport qui sera présenté à la Conférence des Ministres Africains des Finances, de la Planification et du Développement Economique de la CEA, prévue à Addis-Abeba du 30 au 31 mars prochain.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Cette cérémonie d'ouverture de la 30^{ème} session du CIE est pour moi une opportunité d'exprimer de nouveau, en votre nom à tous, au nom du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA et en mon nom personnel, notre sincère gratitude à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, au Gouvernement et au peuple marocain, pour l'intérêt porté à nos activités, leur support à nos activités, leur sollicitude à notre égard ainsi que l'accueil remarquable qui est toujours réservé aux participants de nos rencontres.

Mes remerciements vont aussi :

- à Monsieur le Ministre délégué en charge du Budget du Royaume du Maroc
- à Monsieur Hamid Temmar
- aux experts de haut niveau venus enrichir les débats de la table ronde sur les stratégies pour une économie verte,
- aux représentants des organisations internationales, régionales et nationales, du secteur privé, de la société civile, du monde académique et des média,
- aux représentants des agences sœurs du système des Nations Unies et à nos collègues venus du Siège de la CEA à Addis-Abeba

Merci à toutes et à tous pour votre participation

Je souhaite plein succès aux travaux de la 30^{ème} réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts.

Merci de votre attention